

1962 Une année fondatrice à l'épreuve

Pour l'Etat nation algérien, l'année 1962 est objectivement une année fondatrice en ce sens, définitivement validé par l'histoire, de l'accès à l'indépendance nationale et la souveraineté.

Au jour du 3 juillet 1962, outre la reconnaissance formelle de l'indépendance de l'Algérie par le gouvernement de l'ancienne puissance coloniale – dont il n'est pas nécessaire de souligner la forte charge symbolique – immédiatement traduite par la désignation de Jean Marcel Jeanneney en qualité d'ambassadeur auprès d'Alger, est-ce aussi celle de l'ensemble de la communauté internationale – des Nations unies notamment – qui consacre le plein avènement de l'Etat algérien indépendant dans le concert des nations.

Sans revenir au plus près des situations sur le terrain, l'indépendance de l'Algérie, particulièrement par les conditions violentes de son accomplissement, est généralement considérée comme l'un des marqueurs majeurs de ce qui est désigné comme le processus historique de décolonisation.

Sans doute 1962 prend-elle date comme moment-clé dans les mutations du système des relations internationales et dans la projection de nouveaux rapports entre jeunes Etats indépendants et anciens empires.

D'autres indicateurs peuvent être convoqués qui confirment le basculement dont l'indépendance algérienne aura été le catalyseur ou l'accélérateur et justifieraient d'ailleurs pleinement un examen affiné de l'état du monde à partir de cette date charnière.

Ce rappel autorise de relever le décalage français dans la représentation de ce moment décisif de l'histoire, celle de l'empire français en particulier – dont 1962 sanctionne la fin irréversible – ramené, au mieux à «la fin de la guerre d'Algérie» mais assigné plus généralement à «l'exode massif des Européens d'Algérie», aux «massacres d'Oran» ou de harkis.

Cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie, l'étonnement ne peut être que légitime, alors que se multiplient les travaux d'historiens – français notamment – que l'édition relaie d'abondance les témoignages, de faire le constat de l'hégémonie de la vision victimaire d'une minorité d'Européens d'Algérie sur une séquence principalement dramatique pour les musulmans algériens.

Il n'est donc que temps de dire – et de le dire de l'intérieur même de l'Algérie – qu'il n'existe pas de raison historique ou politique pour continuer de laisser écrire que 1962 fut l'année des massacres et des disparitions d'Européens – politiquement et statistiquement sans impact sur le cours des événements – elle qui fut surtout celle du déchaînement haineux et sans limites du terrorisme de ces mêmes Européens singulièrement à Oran et Alger.

L'actualité française, en cette année de commémorations, aura été précisément chargée de violences de groupes dits de «rapatriés» qui de Nîmes à Evian en passant par Nice, Marseille ou Perpignan, ont tenté d'empêcher – souvent avec le soutien public d'élus de l'ancien parti majoritaire de l'UMP – la tenue de rencontres, de colloques consacrés au cinquantenaire de 1962 au prétexte insoutenable de «ne pas blesser la sensibilité des rapatriés».

C'est, explicitement, ces positions que traduit l'opuscule signé par le journaliste Robert Ménard⁽¹⁾ qui sous le titre «Vive l'Algérie française» – complaisamment présenté comme une provocation d'un esprit libre – fait le procès de l'historien Benjamin Stora coupable d'un traitement inégal des victimes européennes de la guerre d'indépendance algérienne.

Sur un registre plus académique, l'historien Jean Jacques Jordi relaie ces mêmes thèses en revenant sur les disparitions d'Européens en 1962, disparitions qui avaient fait l'objet, par ailleurs, de manifestations et de l'érection spectaculaire d'un «mur des disparus». Le fait est que le contrôle de la mémoire collective de la guerre, la censu-

re de l'histoire par le régime algérien – sous le verbiage faussement patriotique de circonstance – a conféré à un silence, au mieux suspect, qui laisse encore aujourd'hui sans réponse les assertions victimaires des Européens d'Algérie.

L'urgence tant académique que finalement politique et pédagogique commande de revenir sur les faits et sur leur inscription sur une histoire de plus long cours, la seule susceptible d'en fixer le sens et la portée.

1- «Européens d'Algérie», des Français de part

L'histoire de la colonisation retient, à la différence d'autres établissements coloniaux, la singularité de l'Algérie communément définie comme «une colonie de peuplement» signalant l'importance du coefficient démographique et humain dans l'entreprise coloniale.

La francisation de l'Algérie constitue le socle politique et juridique de l'entreprise coloniale française et dès ses débuts les autorités françaises faisaient le choix de l'accueil de migrants européens et tablaient explicitement sur l'hypothèse d'une extinction des populations indigènes laminées par la guerre d'occupation, les épidémies et les famines.

Auteur d'un ouvrage de référence⁽²⁾, le démographe Kamel Kateb situe à quelque huit cent vingt-cinq mille le nombre de victimes musulmanes (825 000) entre 1830 et 1875 et la régression démographique indigène dont il analyse les enjeux constitue l'un des aspects de la politique coloniale dite de «pénétration» défendue en particulier par Tocqueville.

Maltais, Espagnols, Italiens, Suisses, Allemands, formellement étrangers sur une terre considérée comme française, s'étaient vu offrir, par le sénatus consulte de 1865, une première opportunité de francisation certes censitaire et qui n'aura, au bout du compte, concerné que trente-six mille huit cent soixante-neuf personnes (36 869) entre cette date et 1914⁽³⁾.

L'application aux populations européennes d'Algérie de la loi de 1889 sur la nationalité, qui ouvrait droit au principe du droit du sol, répondait à plusieurs objectifs dont la désagrégation des communautés étrangères établies sur le sol français et l'évitement de conflits diplomatiques avec les principaux pays européens fournisseurs de migrants.

Cette francisation, qui eut ses idéologues, se traduira, entre autres, par le développement d'un fort sentiment séparatiste au sein d'une communauté européenne revendiquant une «algérianité» qui nourrira courants littéraires et politiques de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e.

Il importe, à ce sujet, de relever la pertinence de l'observation du Guy Pervillé⁽⁴⁾ qui notait, concernant la question récurrente de l'assimilation, que la seule réellement notable aura été celle des Européens d'Algérie.

Le fait doit être souligné que le cadre juridique et politique de l'Algérie française, notamment au lendemain de l'institution d'une autonomie budgétaire de la colonie et d'un premier système de représentation – les délégations financières – sera au principe de l'acculturation des Européens d'Algérie et de la formation d'un communautarisme européen qui se dotera de ses rites, de ses mythes et de sa puissance d'impact politique.

Relevant pour sa part l'échec de la colonisation dont il souligne les forts indicateurs démographiques, l'historien Jean-Pierre Peyroulou note qu'«à partir de 1930, les Européens (d'Algérie, NDA) ressentirent la croissance démographique musulmane comme une menace d'autant plus forte pour l'avenir de l'Algérie que la fécondité européenne demeurait basse»⁽⁵⁾.

P^r Abdelmadjid Merdaci
mad.benhacen@yahoo.fr



Photo : DR

Cette peur de la submersion par le nombre «dont un jour ou l'autre nous subissons la loi», selon Henry Vidal, porte-parole de la communauté européenne⁽⁶⁾, aura été l'un des catalyseurs de ce que J-P Peyroulou qualifie de raidissement politique sur la question indigène à la fin des années trente et sous Vichy⁽⁷⁾.

Ce raidissement aura été, comme s'accordent à l'écrire les historiens spécialistes de la question algérienne, au principe du blocage des rares tentatives d'évolution du statut politique des musulmans algériens – projet Blum-Violette, statut de 1947 en particulier – et convoquera de manière récurrente la violence.

2- Des milices européennes à l'OAS

Pour autant que les différentes formations politiques françaises étaient régulièrement représentées en Algérie, le constat peut être fait que le communautarisme européen d'Algérie avait été assez nettement sensible aux thèses de l'extrême droite comme peut en attester la violence du climat antisémite illustré par le pogrome d'Oran de 1898⁽⁸⁾, les campagnes de Max Régis à Alger dans les années vingt ou encore la publication du journal *L'Antijuif* à Constantine.

L'adhésion au régime de Vichy des élites européennes d'Algérie – marquées notamment par la chasse aux communistes – en sera l'une des expressions appelées à laisser des traces dans leurs rapports au Général de Gaulle.

Est-ce cependant les musulmans algériens – «les Arabes» y compris sous la plume nobélisée de Camus – qui constituent l'objet lancinant des préoccupations du communautarisme européen et la cible de leur violence dès que les événements en offrent l'opportunité.

Analysant «l'ordre subversif qui se met en place le 9 mai 1945 à Guelma sous l'autorité du sous-préfet Achiary, Jean-Pierre Peyroulou relève que «la milice traduisit plutôt sur le terrain l'unité politique et la solidarité des Européens face aux Algériens»⁽⁹⁾. Le même auteur note aussi «l'usage de la rue et de la violence assez proche contre les juifs en 1898 et contre les musulmans en 1945»⁽¹⁰⁾.

Sans revenir aux controverses sur les bilans des massacres des Algériens – il convient de rappeler que le nombre des victimes européennes s'était élevé à cent trois personnes – dans le Constantinois en 1945, il est établi qu'ils sont imputables au moins en partie aux civils européens.

Ces mêmes milices européennes seront à l'œuvre dans le Constantinois au lendemain de l'offensive du 20 Août 1955 qui feront entre douze et quatorze mille victimes algériennes, chiffres avancés par le FLN⁽¹¹⁾ et dont les historiens signalent qu'ils n'ont jamais fait

l'objet de démentis. Le nombre de victimes européennes officiellement enregistré en ces jours d'août 1955 était de soixante et onze personnes.

L'affaire des attaques d'un quartier de la médina constantinoise le 19 mai 1956, jour de l'Aïd Essegghir, par des milices civiles armées marque, au-delà là encore des controverses sur le nombre des victimes et l'identité des assaillants, la récurrence du recours à la violence par les Européens d'Algérie.

Appelant à la levée de troupes et notamment de harkas, le conseiller général de Guelma Lavie, par ailleurs l'un des plus gros entrepreneurs de la région, indiquait au préfet de Constantine, au lendemain de l'offensive d'Août 1955, que «ces hommes – du FLN/ALN, NDA – devaient être impitoyablement traqués et s'ils ne se rendaient pas immédiatement ils seraient abattus. Alors l'insécurité changerait ainsi de camp et le combat d'âme»⁽¹²⁾.

Dans une quête documentée de l'entreprise de l'OAS, Olivier Dard rappelle la relative précocité des «groupes d'autodéfense» – au tout début de l'insurrection algérienne – dont il détaille les compositions et s'arrête sur l'institution des unités territoriales, sous la direction de l'industriel Ronda qui devaient encadrer l'engagement des Européens d'Algérie dans la guerre.

«Pour moi, l'objectif restait la mobilisation de la population, de la population en armes. Il fallait établir une passerelle entre les civils armés, les ex-unités territoriales pour simplifier, et le reste de la population livrée à elle-même. Il y avait tout à faire car même les civils armés ne disposaient pas de l'armement adéquat», témoigne Jean-Jacques Susini⁽¹³⁾.

L'observation s'accorde sur deux aspects de cet engagement, celui de l'influence marquée des thèses et des hommes issus de l'extrême droite d'une part et l'adhésion du peuple dit «petit blanc» à ces thèses et ces hommes.

Dans un contexte de décantation des rapports de force politiques autour de la question de l'indépendance algérienne, l'entreprise de l'OAS s'inscrit-elle ainsi comme dans une solution de continuité de la mobilisation du communautarisme européen dont elle élargit, par son alliance avec des éléments de l'armée française, les capacités d'action meurtrières.

C'est à la lumière de cet ensemble de rappels qu'il convient de revenir à l'examen de la question des victimes au fondement de la culture victimaire largement diffusée dans l'espace public français.